

Le monde attend toujours

Les promesses non tenues du G8 coûtent la vie à des millions de personnes

A l'approche du sommet 2007 du G8, qui se tiendra en Allemagne, les exigences des millions de militants anti-pauvreté dans le monde sont claires. Les dirigeants du G8 doivent accroître et améliorer l'aide visant à fournir soins de santé, éducation, eau et infrastructures sanitaires à tous. Ils doivent annuler davantage de dettes et mettre en place une justice commerciale. Ils doivent prendre des mesures urgentes pour assurer la paix dans les pays les plus troublés du monde et pour stopper l'impact dévastateur du changement climatique. Là où les pays du G8 ont pris des mesures, des vies ont été sauvées. Malgré de réelles avancées dans certains domaines, ces deux dernières années, les progrès enregistrés sont loin d'être à la hauteur des promesses. Cette inaction se solde par la perte de millions de vies à cause de la pauvreté. Les pays du G8 doivent honorer les promesses qu'ils ont faites au monde entier.

Résumé

Nous pouvons mettre fin, de notre vivant, à la pauvreté et aux souffrances et nos dirigeants doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour rendre cela possible. Cette exigence claire émane des 40 millions de personnes provenant de 36 pays qui ont participé à l'Action mondiale contre la Pauvreté en 2005. Un an plus tard, en l'espace d'un jour seulement, 24 millions de personnes du monde entier ont manifesté contre la pauvreté lors de la Journée mondiale pour l'éradication de la pauvreté.

Parmi les milliers de réunions internationales à l'agenda du monde politique, le sommet du G8 est devenu très célèbre pour ses nobles promesses en matière de lutte contre la pauvreté dans le monde. Pour les militants, le sommet 2007 du G8 est le moment idéal pour enjoindre les dirigeants de la planète à expliquer comment ils vont tenir leurs promesses. Cette année, le sommet aura lieu dans un Grand Hôtel très sélect de Heiligendamm, sur la côte baltique allemande. Des militants du monde entier se rendront en Allemagne pour faire entendre leur voix.

Les actions qu'ils demandent au G8 sont très claires : annulation des dettes des pays pauvres, accroissement de l'aide, promotion du commerce équitable, maintien de la paix et contrôle des armes ainsi qu'une action concertée pour résoudre le problème du changement climatique et atténuer son impact sur les populations les plus pauvres. Aucune tâche ne peut être plus urgente, aucune tâche ne peut être plus importante. Mettre fin à la pauvreté, c'est le défi de notre génération.

Là où les pays du G8 ont pris des mesures, de nombreuses vies ont été sauvées. Depuis le G8 de 2005, la majorité des dettes contractées par 22 pays envers le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale ont été annulées. Vingt millions d'enfants ont pu être scolarisés. Dix-huit millions de moustiquaires ont été distribuées et plus d'un million de personnes ont pu accéder à un traitement contre le VIH-SIDA. Un Traité sur le Commerce des Armes semble aujourd'hui réalisable, 80% des gouvernements du monde soutenant cette idée et les Etats-Unis étant le seul pays à voter contre. Pourtant, en dépit de ces avancées, les pays riches ont malgré tout failli à leurs promesses et les progrès réalisés se sont trop souvent avérés inégaux, faibles et extrêmement lents.

Il est choquant de constater que l'aide du G8 aux pays pauvres, au lieu d'augmenter, a, pour la première fois depuis 1997, diminué en 2006 – même si elle a augmenté depuis 2004. En 2005, lors du sommet du G8 de Gleneagles, les pays riches avaient promis d'augmenter l'aide annuelle de 50 milliards de dollars d'ici 2010. Mais, selon les tendances enregistrées depuis lors, Oxfam estime que le G8 pourrait manquer son objectif et le réduire d'un montant ahurissant de 30 milliards de dollars. Quel est le prix de cette promesse non tenue ? En se basant sur les chiffres d'ONUSIDA et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Oxfam a calculé que si ces fonds étaient disponibles pour fournir des interventions sanitaires vitales aux mères, aux enfants et aux personnes atteintes du VIH-SIDA, au moins cinq millions de vies humaines pourraient être sauvées.

Cela fait quatre ans que la crise au Darfour a débuté et le nombre de personnes dépendant de l'aide a doublé, pour atteindre quasi quatre millions. Les négociations commerciales internationales restent moribondes, par manque d'un engagement politique des pays riches qui pourrait mettre en place une justice commerciale en faveur des populations pauvres de

notre planète. Enfin, les pays riches ne parviennent pas à enrayer le changement climatique ni à sauver les vies de ceux qui sont déjà touchés par les catastrophes climatiques. Au lieu de fournir les milliards de dollars dont les pays pauvres ont besoin pour s'adapter à l'impact du changement climatique, ils ne libèrent que quelques millions, en allant jusqu'à extraire ces faibles montants des budgets d'aide existants.

Le monde ne peut pas attendre. Des millions de femmes, d'enfants et d'hommes paient de leur vie cette inaction.

Le prix d'une promesse non tenue

Quel est le prix d'une promesse non tenue ? Une fille qui se lève le matin pour aller chercher de l'eau et qui passe à côté de ses amis qui, eux, sont sur le chemin de l'école. Une femme redoutant que la toux de son enfant ne s'accroisse, car elle sait que le traitement est hors de prix pour elle. Un garçon qui voit s'éteindre sa petite sœur, emportée pour avoir bu de l'eau non potable. Des femmes qui quittent le camp de réfugiés à la recherche de bois de chauffage, tout en sachant que leurs amies ont été violées et assassinées là-bas le jour précédent. Des récoltes menacées par la sécheresse qui ne fait qu'empirer. Des inondations qui emportent toute une famille. Une paysanne criblée de dettes, incapable de rassembler assez de sous pour nourrir sa famille.

Dans certains pays riches, grâce aux nouvelles transmises 24 heures sur 24, tout le monde est habitué à ces scènes. Mais, en même temps, elles sont inhabituelles, difficiles à appréhender. Imaginez que, ce matin, vous et vos enfants n'avez d'autre choix que de boire de l'eau contaminée non potable, tout en sachant que cela pourrait vous tuer. Imaginez que votre enfant soit très malade, mais que vous deviez choisir entre payer les médicaments ou acheter de quoi manger pour le reste de votre famille. Imaginez que, parmi les enfants de vos amis et de vos connaissances, un sur quatre meure dans les cinq ans. Imaginez que vous risquiez votre vie chaque fois que vous quittez votre maison après le coucher du soleil, prisonnier de la lumière du jour. Voilà la réalité quotidienne de millions de femmes, d'enfants et d'hommes, particulièrement en Afrique. Un quotidien qui ne peut plus continuer. Un quotidien que des millions de militants veulent éradiquer de notre planète, une fois pour toutes.

Les pays du G8 ne peuvent pas résoudre tous les problèmes du monde. Mais en honorant les promesses faites en 2005 et en allant plus loin, en faisant tout ce qui est en leur pouvoir pour éliminer la pauvreté et les souffrances, ils pourraient avoir une influence incroyable sur la vie de millions de personnes. Deux ans après, le calme est revenu et le G8 se prépare à son prochain sommet en Allemagne. L'Afrique, le VIH-SIDA, la santé, le changement climatique, tous ces points sont à l'ordre du jour. Les organisations de campagne, dont Oxfam, exigent des progrès concrets dans tous ces domaines. Le G8 doit montrer au monde les progrès qu'il a accomplis en vue de réaliser ses objectifs. Les pays du G8 doivent parler. Mais, deux ans après, l'inacceptable vérité est qu'ils ne tiennent pas leurs promesses, avec les terribles conséquences que cela entraîne.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le rythme des sommets internationaux est flegmatique, assorti d'accords polis concoctés à l'avance dans une ambiance confortable et d'un bon mot pour les mots chaleureux qui sont – pour parler de façon diplomate – « constructivement ambigus ». L'écart entre cet état de fait et l'urgence de ce qui devrait être mis en place

est énorme. Au cours des deux dernières années, un million de femmes sont décédées pendant leur grossesse ou leur accouchement, par manque de soins médicaux de base. Un chiffre qui équivaut à l'ensemble des femmes ayant accouché l'année dernière en Allemagne et au Canada. En outre, ces deux dernières années, 21 millions d'enfants de moins de 5 ans ont péri, victimes de l'inaction du monde. Cela équivaut à l'ensemble des enfants de moins de cinq ans vivant en Allemagne, en France, au Canada, au Japon, en Italie et au Royaume Uni¹.

Lorsqu'en juin les yeux du monde entier se tourneront vers l'Allemagne, le G8 devra expliquer son échec et agir pour y remédier. Via l'annulation des dettes et le combat qu'ils mènent contre le VIH-SIDA, les pays du G8 ont montré que s'ils le veulent vraiment, ils sont capables de prendre des mesures qui sauvent des vies. Ils doivent honorer les promesses qu'ils ont faites au monde.

L'annulation de la dette continue à fournir des résultats

La dette des pays les plus pauvres reste d'autant plus intenable que ces pays continuent à rembourser chaque jour 100 millions de dollars aux pays riches². Cependant, dans les pays faisant partie de l'accord conclu lors du sommet du G8 à Gleneagles en 2005, la dette s'est significativement amoindrie et les fonds n'étant plus alloués au remboursement de la dette ont pu être utilisés pour améliorer l'accès à l'éducation, à la santé, aux infrastructures sanitaires et à l'eau. Vingt-quatre pays – dont 18 en Afrique – ont bénéficié de l'annulation de leur dette³.

L'accord de Gleneagles peut potentiellement être appliqué à 41 pays pauvres au total, en annulant leur dette envers le Fonds monétaire international (FMI) à compter de fin 2004 et en annulant leur dette envers la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD) à compter de fin 2003. A ce jour, 24 pays en ont bénéficié⁴. Parmi ceux-ci, on trouve des pays tels que le Ghana, qui a profité de l'annulation de sa dette pour instaurer la gratuité de l'enseignement, ou le Malawi, qui utilise les économies réalisées pour former 4000 enseignants supplémentaires par an.

Il s'agit là d'une victoire importante. Toutefois, il faut que les 17 pays restants puissent bénéficier du processus le plus vite possible, sans être ralentis par des conditions superflues. Oxfam est d'avis que ces pays doivent expliquer comment ils comptent utiliser l'argent économisé d'une façon transparente et responsable pour lutter contre la pauvreté, mais que cette exigence ne doit pas être assortie d'autres conditions.

L'engagement du G7, en avril 2007, à éponger les arriérés du Liberia, est une bonne chose, mais l'annulation complète de la dette devra suivre le plus vite possible. Par ailleurs, le G8 doit honorer son engagement à supporter complètement les coûts de l'annulation de la dette en accordant à la Banque mondiale des ressources supplémentaires. Ces fonds devraient venir s'ajouter aux fonds destinés à l'aide.

Outre ces 41 pays éligibles, il est nécessaire d'annuler la dette d'autres pays. Des pays criblés de dettes tels que le Bangladesh et le Kenya sont toujours exclus du processus. Selon la Jubilee Debt Campaign, plus de 60 pays au total ont besoin de voir annuler leur dette s'ils veulent avoir une chance d'atteindre les Objectifs de développement du Millénaire (OMD). En outre, une grande partie de la dette des pays les plus pauvres n'est pas seulement impayable, elle est aussi injuste et illégitime. Il n'est pas juste d'exiger d'un pays qu'il rembourse les dettes contractées par de très anciens dirigeants qui ne

sont plus là pour en prendre la responsabilité et qui ont souvent gardé l'argent pour eux-mêmes ou l'ont dépensé dans des projets glorieux et inutiles. Les recherches d'Oxfam ont montré qu'une partie des dettes encourues par le Nigeria envers l'Allemagne datent de l'époque de la construction d'hôtels de luxe dans les années 80, et une grande partie de la dette de l'Irak envers la France provient de l'achat d'équipements militaires⁵. Souvent, les pays riches prêtaient cet argent pour s'assurer le soutien des pays bénéficiaires pendant la Guerre froide et, en échange de leur loyauté, fermaient les yeux sur son évidente mauvaise utilisation. Par exemple, le gouvernement indonésien plie toujours sous les dettes encourues par le régime du Président Suharto. Cette dette illégitime devrait aussi être annulée.

Oxfam, Jubilee et d'autres organisations militant pour l'annulation de la dette s'inquiètent fortement face à la prolifération récente de procès liés à la dette et engagés contre les gouvernements de pays en développement par ce que l'on appelle des « fonds vautour » et d'autres crédateurs. Un fonds vautour est une société qui recherche le profit en reprenant à bas prix les dettes impayées, pour ensuite poursuivre les pays en justice en leur réclamant le montant total. Le G8 doit prendre toutes les mesures légales possibles pour empêcher de tels litiges et pour faire en sorte qu'ils n'affaiblissent pas les initiatives internationales d'allègement de la dette ni les mécanismes de restructuration. Le G8 devrait, en outre, entamer des poursuites contre tous les éléments de corruption liés à ces affaires et accroître le financement de l'aide technique juridique aux gouvernements, afin d'empêcher ces situations d'avoir lieu et de donner à ces gouvernements les moyens de se défendre.

Il est clair que ces histoires de dettes sont loin d'être derrière nous et qu'il reste beaucoup à faire. Toutefois, l'accord de Gleneagles, conclu en réponse à de très fortes pressions internationales, a sans conteste un impact positif sur des millions de personnes et atteste des résultats qui peuvent être enregistrés lorsque le G8 décide d'agir. Il faut que le G8 profite du sommet allemand pour aller plus loin et annuler la dette de tous les pays pauvres qui en ont besoin.

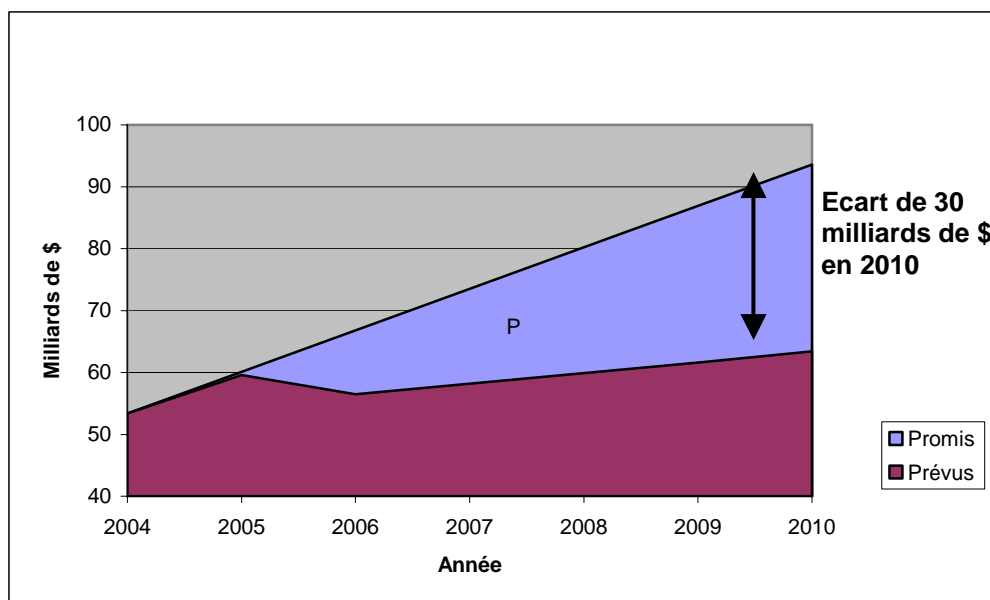
Le G8 n'augmente pas l'aide

Il est absolument indispensable d'accroître le montant de l'aide. Lorsque celle-ci est bien administrée, l'aide est efficace et permet de sauver des millions de vies humaines. En 2005, le G8 avait promis d'augmenter l'aide annuelle de 50 milliards de dollars d'ici 2010. Cet objectif est insuffisant et ne représente encore que 0,36% des revenus des pays riches, c'est-à-dire la moitié des 0,7% auxquels ils se sont engagés en 1970. Cela dit, si ces fonds étaient vraiment mis à disposition, ils pourraient apporter une réelle différence. Mais, deux

ans après la déclaration de 2005, l'aide du G8 aux pays pauvres n'augmente pas ; au contraire, elle régresse.

Selon les tendances actuelles, Oxfam estime que le G8 pourrait manquer son objectif et le réduire d'un montant ahurissant de 30 milliards de dollars. Quel est le prix de cette promesse non tenue ? En se basant sur les derniers chiffres de l'OMS et d'ONUSIDA, Oxfam a calculé que ces fonds pourraient fournir des interventions sanitaires vitales aux mères, aux enfants et aux personnes atteintes du VIH-SIDA, ce qui permettrait de sauver cinq millions de vies et de stopper la propagation de l'épidémie de VIH et de sida⁶.

Graphique 1 : L'aide du G8 – très loin des promesses



Source : Oxfam GB 2007

Tableau 1 : Quelle différence l'aide pourrait-elle apporter?⁷

	Coût	Nombre de vies humaines sauvées
VIH-SIDA: stopper la propagation de l'épidémie et permettre un accès universel au traitement, à la prévention et aux soins en Afrique	16,3 milliards \$	500.000
Services de santé aux mères et nouveau-nés	5,2 milliards \$	2 millions
Services de santé aux enfants	5,6 milliards \$	2,5 millions
Total	27,1 milliards \$	5 millions

Source : Oxfam GB 2007 (Les chiffres proviennent de l'OMS et d'ONUSIDA. Voir annexe 2 pour le détail des calculs.)

Bien sûr, l'aide n'est pas une solution à elle seule, mais sans cette aide, aucun progrès ne sera réalisable dans les pays les plus pauvres. Des règles commerciales justes, la fin des conflits, l'annulation de la dette, des mesures visant à lutter contre les catastrophes climatiques : toutes ces actions, et d'autres encore, sont nécessaires pour rendre possible le développement des pays pauvres. Mais l'aide joue un rôle essentiel dans ce tableau.

L'aide est efficace. L'expérience d'Oxfam et les recherches menées dans des pays d'Afrique et d'autres nations pauvres montrent clairement que l'aide des pays riches joue un rôle essentiel pour sauvegarder des vies humaines, scolariser des enfants, fournir de l'eau potable et donner aux gens l'occasion de se sortir de la pauvreté. Depuis sa création en 2000, lors du sommet du G8 au Japon, le Fonds Mondial de lutte contre le VIH-SIDA, la tuberculose et le paludisme a permis à 780.000 personnes de bénéficier d'un traitement antirétroviral contre le VIH et à 2 millions de personnes de bénéficier d'un traitement antituberculeux. Par ailleurs, le Fonds a organisé la distribution de plus de 18 millions de moustiquaires afin de protéger les familles (et particulièrement les femmes enceintes et les enfants) du paludisme⁸. L'aide a permis au gouvernement tanzanien d'instaurer la gratuité de l'enseignement, ce qui a conduit à la scolarisation de 3,5 millions d'enfants. La Tanzanie est maintenant sur la bonne voie pour satisfaire aux deux objectifs de développement du Millénaire (OMD) relatifs à l'éducation. Par ailleurs, le nombre de décès d'enfants de moins d'un an a diminué de presque un tiers. L'aide de l'Allemagne permet aux citoyens de Zambie d'exiger de leur gouvernement qu'il se porte responsable de ses dépenses et qu'il les contrôle.

L'aide pourrait être bien meilleure. Une grande partie de l'aide est encore de qualité très médiocre, assortie d'une myriade de conditions et souvent retardée et liée aux biens et services des pays riches. L'aide de qualité à long terme est encore une denrée rare. Oxfam estime que, à l'heure actuelle, pour chaque dollar d'aide, seuls huit centimes sont utilisés pour rémunérer de nouvelles infirmières et de nouveaux docteurs⁹. Mais il s'agit là d'un argument en faveur de la nécessité d'améliorer cette aide, et non d'un argument contre le système d'aide. Une aide suffisamment flexible et engagée dans le long terme permet de sauver des millions de vies humaines et est absolument indispensable.

Il est aujourd'hui nécessaire d'augmenter considérablement l'aide. De nombreuses études montrent que les augmentations substantielles de l'aide pourraient être immédiatement utilisées par les pays pauvres¹⁰ et que l'amélioration de la qualité de l'aide a un impact immédiat.

Cependant, le montant de l'aide est toujours à un niveau historiquement bas. En 2006, le montant global de l'aide n'a représenté que 0,3% du revenu des pays riches – une proportion

similaire à celle de 1993. Les 103 milliards de dollars de l'aide ne représentent que 10 pour cent des dépenses militaires globales et 25 pour cent des dépenses réalisées par le gouvernement américain dans le cadre de la guerre en Irak¹¹. Ils équivalent à 1,7 dollar par citoyen de pays riche par semaine¹². Si tous les pays riches honoraient leur promesse de consacrer 0,7% de leur revenu à l'aide, celle-ci s'élèverait à 240 milliards de dollars.

Les montants de l'aide sont moins élevés qu'on le pense. Un sondage d'opinion réalisé par Oxfam en Allemagne en mars 2007 a montré que 50 pour cent des Allemands pensaient que leur gouvernement dépensait deux fois plus en aide étrangère qu'il ne le fait en réalité. Au Royaume-Uni, l'opinion publique croit que l'aide représente plus de deux fois le budget de la défense¹³. Lorsqu'on leur annonce le montant réel de l'aide, les gens se déclarent fortement favorables à une augmentation de l'aide ; 71 pour cent des Allemands pensent qu'il est important ou très important que l'Allemagne honore sa promesse de 2005, qui était de doubler l'aide. Les pays du G8 sont beaucoup moins généreux que d'autres pays riches; en moyenne, ils ne consacrent que 87 dollars par personne à l'aide, contre 441 dollars en Suède.

Les statistiques émises par l'Organisation de Coopération et de Développement économique (OCDE) en avril 2007 montrent que, pour la première fois depuis 1997, l'aide a diminué. En outre, le montant de l'aide continue d'être gonflé substantiellement par la double comptabilisation de l'allègement de la dette. Oxfam est opposé à la comptabilisation de l'allègement de la dette dans le montant de l'aide. L'annulation de la dette est, bien entendu, indispensable dans les pays pauvres. Le problème vient de la façon dont elle est comptabilisée. L'opinion publique pense, à juste titre, que l'aide et l'annulation de la dette sont deux choses séparées, deux actions différentes des pays riches qui débouchent sur deux sources d'argent différentes permettant le financement de cliniques, de salles de classe, de robinets ou de toilettes. En 2002, lors d'une grande conférence de l'ONU, les pays riches ont promis d'arrêter de comptabiliser l'annulation de la dette dans l'aide au développement, mais ils continuent pourtant à le faire¹⁴. De plus, le montant des accords liés à l'annulation de la dette en Irak et au Nigeria entraîne une surévaluation du montant de l'aide d'environ 15 pour cent pour 2005 et 2006, ce qui fausse de façon significative les tendances sous-jacentes relatives à l'aide, lesquelles indiquent des niveaux beaucoup moins élevés.

En 2007, cette surévaluation des chiffres va disparaître et montrer que le montant réel de l'aide est, en fait, beaucoup moins élevé que promis et qu'il se démarque fortement des objectifs de Gleneagles. Comme le montre le tableau 2, Oxfam a calculé que, si l'on retire l'allègement de la dette et qu'on se base sur les tendances sous-

jacentes, le G8 manquera son objectif de 50 milliards de dollars d'un montant astronomique d'environ 30 milliards de dollars¹⁵.

Tableau 2 : Prévisions de l'aide en 2010 par rapport aux promesses¹⁶

	Variation cumulative de l'aide (%) 2004-2006	Prédiction pour 2010 si les tendances se confirment (milliards de dollars)	Niveau AOD promis pour 2010 (milliards de dollars)	Ecart entre les promesses et les tendances (milliards de dollars)
Allemagne	6,9%	8,5	15,6	-7
Canada¹⁷	14,6%	3,8	3,6	0,15
France	-0,6%	6,6	14,2	-7,6
G-B	23,6%	13,2	14,9	-1,6
Italie	-16,6%	1,4	9,5	-8,1
Japon	3,5%	9,6	12	-2,4
U.S.A.	4,0%	21,6	24	-2,4
Total G7	5,9%	63,4	93,7	-30,3

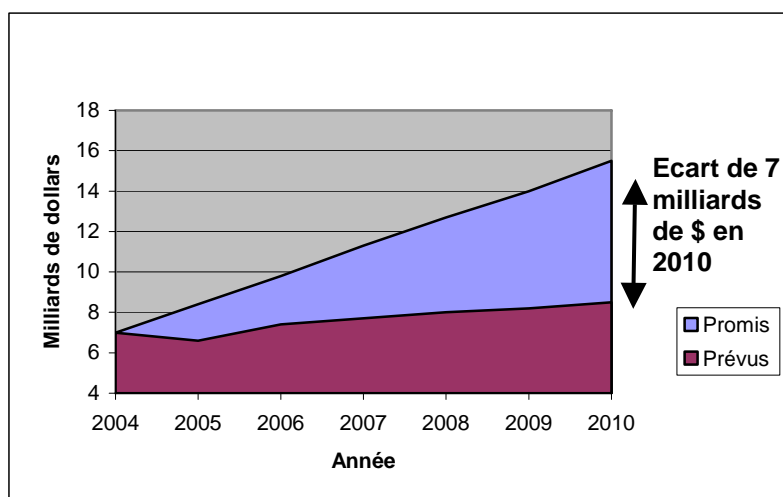
Source : Oxfam GB 2007 (ces chiffres sont arrondis et leur addition peut ne pas correspondre au montant total – voir l'annexe 1 pour les détails. Ces chiffres ne comprennent pas l'allègement de la dette et sont en dollars américains constants de 2004).

Les effets de cette promesse non tenues se ressentent déjà. Oxfam et ActionAid ont par ailleurs calculé que, si les pays du G8 avaient été sur la bonne voie pour honorer leur promesse, le montant total de l'aide pour 2006 aurait été plus élevé de 7,8 milliards de dollars. Avec ce montant, 62 millions d'enfants auraient pu être scolarisés¹⁸.

En 2006, si l'on ne prend pas en compte l'allègement de la dette, on observe que l'aide a diminué dans cinq pays du G7. Après des débuts peu convaincants en 2005, la Grande-Bretagne est le seul pays du G8 à avoir augmenté de façon significative le montant de son aide en 2006. Après déduction de l'allègement de la dette, l'Allemagne a également accru son aide, à raison de 6,9 pour cent depuis 2005. Un résultat positif, mais qui n'atteint même pas la moitié des 14 pour cent qui auraient été nécessaires pour créer les conditions nécessaires pour honorer leurs promesses¹⁹. La chancelière Angela Merkel, qui présidera le G8 cette année, va devoir montrer l'exemple. Au minimum, les Allemands devront publier un calendrier clair des augmentations annuelles à réaliser pour atteindre leur objectif, c'est-

à-dire une aide s'élevant à 0,51 pour cent du revenu national brut (RNB) d'ici 2010 et 0,7 pour cent du RNB d'ici 2015)²⁰.

Graphique 2 : Aide allemande – Promesses et prédictions



Source : Oxfam GB 2007

En 2006, après déduction de l'allègement de la dette, on voit que l'aide dégagée par le Japon a diminué de 10 pour cent, un résultat en totale contradiction avec la promesse que le pays avait faite à Gleneagles, d'augmenter son aide totale de 10 milliards de dollars et de doubler son aide au continent africain. Les Japonais présideront le G8 en 2008 et, s'ils ne prennent pas rapidement des mesures pour renverser cette tendance, ils seront très embarrassés en 2008, surtout en comparaison avec l'influence grandissante de la Chine en Afrique. L'aide de l'Italie a chuté de 41 pour cent, un scandale pour un pays qui, malgré des difficultés économiques, conserve la 7^e économie du monde. L'aide des Etats-Unis a baissé de 13 pour cent et se situe à 0,17 pour cent du RNB américain, ce qui replace ce pays en première position sur la liste des pays les moins généreux du G7. L'aide du Canada a diminué de 3,5 pour cent. S'il est sur la bonne voie pour honorer ses promesses d'augmentation, c'est parce qu'il avait promis très peu. Il faut qu'il se donne l'objectif d'atteindre 0,7 pour cent du RNB. L'aide de la France a, quant à elle, diminué pour la deuxième année consécutive. Le rôle de leadership que la France a joué dans ce domaine lors du sommet du G8 en fixant l'objectif le plus ambitieux de 0,7 pour cent du RNB d'ici 2012 en a été sérieusement ébranlé et, au prochain sommet du G8, le nouveau président français devra annoncer les mesures spécifiques prévues par la France pour se remettre sur le bon chemin.

L'Afrique

L'Afrique reste le continent qui endure certaines des souffrances humaines et des atteintes aux droits de l'homme les plus dramatiques, comme l'indiquent clairement les médias lorsqu'ils nous informent sur la situation au Darfour ou au Zimbabwe. L'Afrique est, par ailleurs, un continent dont les ressources naturelles continuent d'être pillées au bénéfice de quelques-uns.

Cependant, au-delà des manchettes de journaux, la situation de nombreux pays d'Afrique s'est améliorée ces dernières années et beaucoup d'éléments permettent d'entrevoir l'espoir. Ces trois dernières années, la croissance économique des pays africains a atteint son point le plus haut depuis trente ans. L'année dernière, elle s'élevait à 5,6 pour cent²¹. En même temps, de nombreux pays investissent cet argent en augmentant les dépenses des services publics. Le Mozambique a doublé ses dépenses dans le secteur de l'éducation. Un accroissement immédiat des efforts de formation et de recrutement d'enseignants a été enregistré au Bénin, au Burkina Faso, à Madagascar, au Malawi, au Mozambique, en Tanzanie et en Zambie.

En 2001, l'Ouganda a supprimé les contributions financières aux frais médicaux (« user fees ») et a assorti cette mesure d'un accroissement soutenu des investissements dans le secteur de la santé, avec une augmentation de 19 pour cent de son budget santé²². Par ailleurs, la Banque mondiale a observé que « les dépenses visant à réduire la pauvreté ont augmenté beaucoup plus rapidement que les revenus totaux des gouvernements », ce qui montre que les gouvernements jouent de plus en plus leur rôle²³. S'il reste encore beaucoup à faire, ces avancées, qui ont un impact positif sur des millions de personnes, doivent être reconnues à leur juste valeur.

Malheureusement, si de nombreux gouvernements africains ont commencé à jouer leur rôle sérieusement, les pays riches n'ont pas augmenté leur aide à l'Afrique, malgré les promesses qu'ils avaient faites en ce sens. Si l'on décompte entièrement l'allègement de la dette, l'aide à l'Afrique n'a que très peu augmenté l'année dernière et s'élève toujours à environ 21,5 milliards de dollars. Pour atteindre 50 milliards de dollars en 2010 (comme promis à Gleneagles), il faudrait augmenter l'aide de 19 pour cent par an et le montant de l'aide devrait déjà avoir atteint au minimum 26 milliards de dollars.

Le gouvernement allemand voudrait débattre de ce qui pourrait être fait pour encourager l'investissement privé et la croissance en Afrique. Le meilleur moyen pour le G8 de rendre cela possible serait de faire pression pour arriver à un accord commercial qui serait bénéfique pour le continent. Mais au contraire, ils font usage de leur puissance pour promouvoir une libéralisation et un accès accru aux marchés africains, tout en continuant à protéger leurs propres

marchés de la concurrence des exportations africaines. Au Mali par exemple, les producteurs de coton doivent toujours faire face à la concurrence des producteurs de coton américains, qui bénéficient d'énormes subsides. Pendant ce temps, les pays africains subissent des pressions gigantesques pour signer de nouveaux accords de libre-échange avec l'UE (connus sous le nom d'Accords de partenariat économique, APE) d'ici la fin 2007 – des accords qui représentent une menace sérieuse pour leurs économies -, sans quoi leurs exportations vers l'UE se verront perturbées début 2008, lorsque les accords préférentiels actuels expireront. L'UE devrait accorder aux pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) le temps et l'espace dont ils ont besoin pour négocier des accords commerciaux justes soutenant leur développement économique et l'éradication de la pauvreté, tout en accordant, dans l'intervalle, un accès comparable à ses marchés via le Système global de préférences amélioré (SGP+), sans contrevenir aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)²⁴.

Les investissements chinois en Afrique ont rapidement augmenté, tout comme ceux de nouveaux investisseurs tels que l'Inde. La qualité et l'impact de ces investissements n'est pas claire du tout et varie fortement selon le pays, allant de l'octroi de prêts pour la construction d'infrastructures et d'équipements industriels en Zambie ou au Ghana, à un soutien relativement inconditionnel à des pays tels que le Soudan. La grande majorité de ces investissements prennent la forme de prêts à faibles taux d'intérêt, ce qui réveille les craintes liées à l'accumulation de la dette.

Gagner la bataille contre la corruption

Le débat sur l'aide aux pays pauvres est très polarisé. Beaucoup pensent que cette aide ne peut pas fonctionner car elle est très souvent mal utilisée et gaspillée notamment à cause de la corruption. L'expérience d'Oxfam, obtenue grâce à son travail dans plus de 100 pays, ne corrobore pas cette opinion. En effet, il s'agit là d'une idée fautive très dangereuse car elle peut mener à l'affaiblissement du soutien public aux augmentations de l'aide vitale qui sont nécessaires pour combattre la pauvreté.

Lorsqu'on découvre des cas de corruption lors de la distribution de l'aide, il faut s'y attaquer immédiatement. Bien entendu, il y aura des cas où l'aide sera utilisée à mauvais escient. En 2005, par exemple, le Fonds Mondial a bloqué ses subventions au gouvernement ougandais en raison de soupçons de corruption. Mais il faut comprendre que ces exemples sont des exceptions. Dans le passé, l'aide a souvent été gaspillée ou octroyée, sans poser de questions, à des dictateurs corrompus, ce qui explique en partie les réactions cyniques que ne cessent de déclencher les discussions sur l'aide. Cependant, aujourd'hui la plus grande partie de l'aide est octroyée en soutien à

des programmes nationaux visant à lutter contre la pauvreté et elle est très soigneusement contrôlée.

De nombreux gouvernements font de gros efforts pour lutter contre la corruption et améliorer la gestion financière, même s'il y a énormément de chemin à faire dans de nombreux cas. C'est dans les nations non démocratiques et riches en ressources que l'on rencontre encore les problèmes les plus critiques car la responsabilisation y est minimale et les occasions de corruption sont très importantes. Selon une récente enquête du FMI portant sur les pays qui bénéficient de l'allégement de leur dette, 60 pour cent de ces pays clôturent aujourd'hui leurs comptes dans les deux mois qui suivent la fin de l'année financière, contre 32 pour cent en 2002. Cette même enquête a également montré que, dans ces pays, les dépenses liées à la lutte contre la pauvreté ont augmenté de 33 pour cent depuis 2002, ce qui en fin de compte atteste le mieux de l'affectation correcte des fonds²⁵.

Le G8 et les autres pays riches doivent aussi faire davantage d'efforts pour lutter contre la corruption « du côté de l'offre » ; les agences de crédit à l'exportation, sociétés et individus qui versent des pots-de-vin ou les tolèrent tacitement. En 2004, la Banque mondiale estimait que 60 pour cent des multinationales versaient des pots-de-vin dans des pays hors OCDE pour obtenir des contrats²⁶. Tous les pays de l'OCDE devraient ratifier la Convention des Nations Unies contre la corruption et faire en sorte d'être en totale conformité avec la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption.

Lorsqu'il s'agit de promouvoir la lutte contre la corruption, l'aide joue également un rôle clé car elle peut permettre de former des avocats, de soutenir la liberté de la presse et d'accroître les salaires des policiers et des travailleurs d'autres secteurs publics. En bref, l'aide peut aider à mettre en place la seule solution à long terme contre la corruption : des services publics efficaces et des institutions démocratiques fortes, soutenues par des citoyens actifs et informés refusant de tolérer les gains malhonnêtes. Les personnes les mieux placées pour combattre la corruption sont les citoyens des pays pauvres. Au Ghana par exemple, dans les districts pauvres du nord du pays, la fondation SEND gère des comités de suivis composés de citoyens. Ces comités vérifient que l'argent de l'annulation de la dette est dépensé de manière efficace et n'est pas la proie de la corruption.

Dans les situations où des cas de corruption sont mis à jour, l'interruption pure et simple de l'aide au pays ne devrait intervenir qu'en dernier recours. L'argent peut également être dirigé directement vers les écoles et les cliniques, via des groupements de la société civile ou les Nations Unies. Les populations pauvres ne devraient pas payer pour la corruption de leurs dirigeants.

Enfin, la corruption ne doit pas faire office d'excuse pour justifier l'inaction du G8. Par exemple, le Mali arrive en tête de l'enquête de du FMI et de la Banque mondiale, grâce à la qualité de ses systèmes

de gestion financière. Malgré cela, il ne reçoit quasi aucune aide et pourrait en absorber beaucoup plus. Au Mali, un enfant sur quatre meurt avant son cinquième anniversaire et huit femmes sur dix ne savent pas lire.

L'insuffisance des services essentiels et de l'aide humanitaire

Cet échec général en matière d'accroissement de l'aide se traduit par un financement clairement insuffisant des services de base dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la lutte contre le VIH-SIDA et de l'approvisionnement en eau et infrastructures sanitaires (voir tableau 3 et encadré 1).

Tableau 3 : Financement insuffisant des services essentiels (milliards de dollars)

	Aide nécessaire	Aide fournie/engagée	Ecart
Education de base²⁷	16\$	3\$	13\$
Santé²⁸	27\$	6\$	21\$
VIH et sida²⁹	20\$	10\$	10\$
Eau et hygiène³⁰	30\$	15\$	15\$

Source : Oxfam GB 2007

Encadré 1 : Prix d'une promesse non tenue au Mozambique : un million d'enfants non scolarisés

Au Mozambique, l'enseignement primaire est un élément clé de la stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté et de promotion de l'éducation pour tous et, ces dernières années, le Mozambique a fait des progrès considérables en matière d'amélioration de l'accès à l'enseignement primaire. Toutefois, *environ un million d'enfants en âge d'aller à l'école ne sont toujours pas scolarisés* – et il s'agit pour la plupart de petites filles. Une classe compte en moyenne 80 enfants. On s'attend à ce que de nombreux enseignants atteints du VIH-SIDA meurent entre 2000 et 2010 et on estime à 7000 la demande moyenne annuelle de nouveaux instituteurs primaires pour la période 2005-2009.

Dans le cadre de l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée du programme Éducation pour tous (Education for All Fast Track Initiative), le Mozambique a mis sur pied un programme complet en matière d'éducation. Le déficit de financement est estimé à *527 millions de dollars pour la période 2005-2009, soit un peu plus de 100 millions de dollars par an*. Si l'aide promise était réellement fournie, ce déficit pourrait aisément être comblé.

Source : Campagne mondiale pour l'éducation

La santé et le VIH-SIDA

Chaque jour, des citoyens de pays en développement font d'énormes sacrifices pour pouvoir acheter des médicaments ou payer des soins de santé pour eux-mêmes et leur famille. Ils doivent choisir entre se nourrir et se soigner, entre l'éducation et les médicaments. Ils vendent leurs terres et leur bêtes, ils s'endettent jusqu'au cou. La Banque mondiale estime que 100 millions de personnes tombent dans la pauvreté chaque année à cause du coût des soins médicaux. Soixante pour cent de ces dépenses sont encourues pour l'achat de médicaments. C'est sur les femmes que retombe le plus le poids du coût élevé des soins de santé. Si quelqu'un tombe malade dans la famille, les femmes se chargent de prodiguer les soins, et elles sont généralement les dernières à demander des soins médicaux pour elles-mêmes si cela implique un coût, car elles donnent la priorité au reste de leur famille.

Le gouvernement allemand a mis le VIH et le sida, ainsi que le soutien des services de santé en Afrique, à l'ordre du jour du sommet du G8. En 2005, le G8 s'est engagé à assurer l'accès universel à la prévention, au traitement et aux soins d'ici 2010. Pour atteindre cet objectif, les pays du G8 doivent soutenir la gratuité des services sanitaires de base et des traitements en augmentant substantiellement l'aide à long terme.

Dans la quasi-totalité des pays pauvres, on ne reçoit de soins de santé que si l'on a les moyens de payer. Le G8 doit envoyer un signal très clair à tous ces pays, pour leur faire comprendre que s'ils suppriment les frais appliqués aux soins de santé de base, ils bénéficieront d'un

soutien sous forme d'une aide financière. Les pays qui, comme l'Ouganda, ont instauré la gratuité des soins de santé ont enregistré une amélioration considérable de l'accès aux soins de santé – dans certains cas, jusqu'à 100 pour cent d'augmentation de fréquentation des cliniques³¹. Enfin, le G8 doit soutenir le droit de tous les pays en développement de faire usage de mécanismes de sauvegarde dans le cadre de leurs accords commerciaux afin de pouvoir importer ou produire des médicaments bon marché, de façon à les rendre accessibles aux populations pauvres.

Ces dernières années, le secteur de la santé a fait l'objet d'une attention considérable de la part du G8 et d'autres donateurs. Cela a entraîné un accroissement des fonds et des traitements disponibles, mais s'est également traduit par la prolifération de plus de 100 acteurs différents, sans grande coordination³². En même temps, le financement des éléments de base d'un service de santé solide est inexistant, particulièrement en ce qui concerne les 4,25 millions de travailleurs de la santé qui font défaut dans le monde. Le gouvernement allemand doit profiter de son rôle de leader lors du prochain sommet du G8 pour proposer que chaque pays bénéficiant d'une aide mette en place un programme dans le secteur de la santé, ce qui permettrait d'identifier le nombre de travailleurs de la santé nécessaires et les investissements supplémentaires à réaliser. Les pays riches doivent alors s'engager à coordonner leur aide dans le cadre de ces programmes et à faire en sorte d'augmenter l'aide de façon à ce qu'aucun programme ne manque de ressources. A l'échelle internationale, ces programmes devraient être approuvés et suivis par l'OMS, avec un suivi à chaque sommet du G8 afin de s'assurer qu'ils reçoivent le soutien nécessaire.

Les populations pauvres devraient avoir accès à des médicaments bon marché. Pour ce faire, le meilleur moyen est d'encourager la concurrence via la production de médicaments sans marque, connus sous le nom de « médicaments génériques ». C'est la seule méthode prouvée qui permette de réduire les prix des médicaments de façon durable. Cependant, les règles commerciales, en particulier les règles de propriété intellectuelle incluses dans l'accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), permettent aux sociétés pharmaceutiques d'obtenir une « protection-monopole » pour les médicaments, ce qui empêche la concurrence des génériques. Par conséquent, les médicaments ont des prix élevés et seule une petite élite peut se permettre de les acheter.

En partie grâce aux campagnes menées dans le monde entier à ce propos, l'accord sur les ADPIC octroie aux pays pauvres des clauses de sauvegarde et des flexibilités pour leur permettre de protéger leur santé publique et faire en sorte que les règles ne les empêchent pas d'obtenir des médicaments génériques, d'une part pour traiter des

maladies infectieuses telles que le VIH, et d'autre part pour traiter des malades non transmissibles telles que le diabète ou le cancer.

Cependant, les pays du G8, les Etats-Unis en particulier, menacent d'éliminer ces mécanismes de sauvegarde. Ils arpentent l'OMC en négociant des accords bilatéraux et régionaux avec les pays pauvres ; dans le cadre de ces accords, ils insistent pour faire passer des règles beaucoup plus strictes en matière de propriété intellectuelle, règles qui empêchent le recours aux mécanismes de sauvegarde rendant possible la concurrence des génériques et l'existence de médicaments bon marché pour le traitement des maladies problématiques. Les pays du G8 engagés dans des accords de libre-échange nouveaux ou existants doivent cesser d'imposer des conditions qui empêchent l'accès aux médicaments génériques.

Oxfam considère comme un signe encourageant les récentes déclarations de la Grande-Bretagne et de la France qui soutiennent le droit de la Thaïlande à utiliser les mécanismes de sauvegarde pour rendre les médicaments importants abordables et accessibles aux populations pauvres. Cependant, il faut faire plus. Le G8 doit faire passer un message fort, réaffirmant le droit de tous les pays en développement de préserver et de faire usage de ces mécanismes de sauvegarde pour protéger leur santé publique.

L'aide humanitaire

On estime que 46 millions de personnes dans le monde sont touchées par des désastres naturels ou par des conflits. Pour nombre d'entre elles, l'aide reçue est insuffisante ou arrive trop tard. Le manque de financement en matière d'aide humanitaire est énorme : en 2006, 63 pour cent seulement des demandes de financement lancées par les appels consolidés (CAP) des Nations Unies ont été satisfaites. Environ 1,7 milliard de dollars ont fait défaut. Les crises « oubliées », qui n'ont pas fait la une des journaux, souffrent le plus de cette situation : l'appel consolidé pour la Corne de l'Afrique, par exemple, a récolté moins de 40 pour cent du financement demandé, ce qui s'est soldé par une augmentation de la pauvreté et du nombre de morts.

En mars 2006, un grand pas en avant a été réalisé grâce au lancement du Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF). Le CERF est un fonds à réponse rapide qui permet aux Nations Unies de réagir vite et équitablement à toutes les urgences humanitaires. L'intention était de faire du CERF un système de financement supplémentaire au financement humanitaire existant, et non qu'il s'y substitue. Et cela fonctionne : dans l'année qui a suivi son lancement, le CERF a déjà engagé un montant de 259,3 millions de dollars (sur 299 millions disponibles) dans plus de 331 projets, dans 35 pays.

Le CERF s'est déjà montré efficace dans le cadre de plusieurs situations d'urgence. Cela dit, il lui reste beaucoup de chemin à

parcourir pour pouvoir combler les insuffisances de la réponse internationale aux besoins humanitaires. La disparité des contributions des donateurs au CERF est frappante. Un seul membre du G8, la Grande-Bretagne, y a contribué équitablement. L'Italie, la France, le Japon et les Etats-Unis n'ont quant à eux déboursé que des montants infimes voire nuls.

Le G8 doit profiter de l'occasion fournie par le sommet allemand pour convenir d'accroître véritablement l'aide humanitaire de qualité, rapide, prévisible, et à long terme. L'Allemagne doit montrer l'exemple en versant la totalité de sa part équitable au CERF (40 millions de dollars) immédiatement³³.

La paix, la sécurité et le commerce des armes

Lors du sommet du G8 en Allemagne, la paix et la sécurité seront un volet important des discussions sur l'Afrique. Pour passer des paroles aux actes, le G8 doit promouvoir de tout son poids la protection des civils et la paix au Darfour et dans d'autres pays en crise, ainsi que la création d'un Traité sur le commerce des armes.

Cela fait quatre ans que la crise au Darfour a débuté et le nombre de personnes dépendant de l'aide a doublé depuis 2004, pour atteindre quasi quatre millions. L'ONU estime que 900.000 de ces personnes n'ont pas accès à l'aide. S'il est vrai que le G8 ne peut pas résoudre tous les problèmes, il devrait pourtant agir davantage.

L'année dernière, le G8 s'est engagé à fournir un soutien continu à la Mission de l'Union africaine au Soudan (AMIS), mais sans insister sur le caractère urgent de cette mesure. Il a également déclaré sa volonté de se tenir prêt pour une éventuelle opération des Nations Unies. Cette attention insuffisante du G8 et d'autres acteurs à la crise du Darfour depuis le sommet s'est soldée par le déplacement de 400.000 personnes supplémentaires. L'AMIS continue à survivre avec un budget à court terme reçu par bribes et elle devrait tomber à court de liquidités à la fin du mois d'avril. S'il est vrai que l'AMIS devrait et pourrait faire beaucoup plus d'efforts pour améliorer son organisation, ses performances et sa crédibilité sur le terrain (particulièrement en augmentant ses patrouilles), beaucoup de pays du G8 n'apportent toujours pas de financements à long terme adéquats. La plus grande partie de ce financement étant déboursée par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Les pays du G8 doivent vaincre les restrictions internes relatives au financement direct de l'Union africaine (UA) plutôt que de financer les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ou de l'UE.

En outre, il faut que les donateurs respectent leurs engagements. En raison des exigences de « *reporting* » très strictes, le règlement des

allocations journalières au personnel de l'AMIS sur le terrain a été suspendu pendant quatre mois entre octobre 2006 et janvier 2007. Si les inquiétudes au sujet de la responsabilité financière de l'UA sont fondées, il faut reconnaître que l'UA a tout de même dirigé la réponse de la communauté internationale au Darfour et, dans ce contexte, les donateurs devraient soutenir fermement l'idée d'une force responsable. Suspendre le paiement du personnel ne peut avoir pour effet que de saper davantage encore la performance de l'AMIS et la protection des civils.

Indépendamment des problèmes relatifs à l'AMIS, l'accès des agences humanitaires aux populations dans le besoin au Darfour n'a jamais été aussi mauvais, en raison des attaques directes contre les travailleurs humanitaires et les biens. Les efforts diplomatiques du G8 visant à faire accepter un cessez-le-feu aux différentes parties et à leur faire respecter le droit international humanitaire devraient être mieux organisés et plus énergiques. Ce sont là les domaines dans lesquels il faut absolument agir – sinon, selon les Nations Unies, l'opération humanitaire dans son ensemble pourrait tomber à l'eau. La communauté internationale, en concentrant ses efforts sur le soutien de l'ONU à l'opération de l'UA au Darfour (un projet lent et à moyen/long terme), a détourné son attention des problèmes les plus urgents et les plus critiques sur le terrain.

Dans un pays voisin, le Tchad, le nombre de personnes déplacées a triplé depuis le sommet de Saint-Petersbourg en 2006. Il atteint aujourd'hui 120.000 personnes qui viennent s'ajouter aux 230.000 réfugiés qui s'y trouvaient déjà. Ce phénomène est en partie dû aux retombées de la crise du Darfour. Au Tchad, la situation en matière de protection civile est très problématique et il appartient à la communauté internationale de s'y attaquer.

Au sommet de Saint-Petersbourg, le G8 s'était en outre engagé à accroître son soutien à l'initiative de l'Union africaine visant à mettre sur pied la Force africaine en attente (FAA), laquelle pourrait être déployée rapidement pour maintenir ou faire respecter la paix. S'il s'agit clairement d'un projet à long terme (impliquant la création de cinq brigades régionales d'ici 2010) qui doit être mené par l'Afrique, peu d'éléments donnent à penser que la première brigade sera opérationnelle en 2007. Le manque de décision dans le cadre de la crise au Darfour a aggravé les problèmes de capacité de l'UA et l'a empêché d'investir dans une stratégie continentale à long terme et de convenir d'un programme. Les pays du G8 ne souhaitant généralement pas risquer la vie de leurs propres soldats dans les conflits africains, ils devraient promouvoir et soutenir plus sérieusement et de façon plus impartiale le concept de la FAA. Cela implique une meilleure coordination du soutien technique, financier et en matière de formation, ainsi qu'une réforme de leurs politiques d'assistance militaire afin d'accélérer les choses.

L'accord sur une procédure concrète pour mettre sur pied un Traité sur le commerce des armes

Lors du sommet de Saint-Pétersbourg en 2006, le G8 n'était pas parvenu à faire avancer les engagements en matière de contrôle des armes annoncés à Gleneagles, en 2005. Il n'y avait eu aucune déclaration substantielle sur la prévention des transferts d'armes illégaux, qui alimentent les conflits, la pauvreté et les violations des droits humains. Toutefois, la communauté internationale a, depuis lors, fait un grand pas en avant pour renforcer le contrôle du commerce des armes conventionnelles, et la Grande-Bretagne et le Japon ont joué un rôle clé dans ce processus.

En décembre 2006, aux Nations-Unies, sous la direction d'un petit groupe de pays coauteurs, dont le Japon et la Grande-Bretagne, une résolution réclamant le début de négociations sur un Traité sur le Commerce des Armes a reçu le soutien de plus de 80 pour cent des gouvernements³⁴. Les Etats-Unis furent les seuls à voter contre. Six des sept autres pays du G8 ont non seulement voté en faveur, mais ils ont également ajouté leur nom à la liste des « co-sponsors » ayant formellement approuvé la résolution (la Russie s'est abstenue). Cet accord, dont l'ampleur a surpris certains des gouvernements les plus sceptiques, a lancé un processus formel au sein de l'ONU, incitant les Etats à faire avancer l'idée d'un traité global et contraignant qui contrôlerait tous les transferts d'armes conventionnelles.

Vu cet accord indiscutable sur la nécessité d'un traité, les pays doivent à présent centrer leur efforts sur la mise en place d'un traité solide et d'une solution qui résolve le problème. Si le traité n'est pas basé sur le droit international, particulièrement le droit international humanitaire et les droits de l'homme, il n'empêchera pas les armes de se retrouver aux mains de ceux qui violent les droits humains ou qui attaquent les populations civiles.

Six des huit pays du G8 sont parmi les dix plus grands exportateurs d'armes au monde³⁵ et les huit pays exportent les principales armes conventionnelles et des armes légères en grandes quantités. Dans ce contexte, le G8 a une responsabilité particulière qui doit le pousser à créer un système efficace de contrôle international. En Allemagne, le G8 devra tenir compte de l'appel de la majorité des gouvernements du monde et faire une déclaration claire revendiquant un Traité international sur le Commerce des Armes juridiquement contraignant.

Une justice commerciale toujours hors de portée

Si l'OMC reste l'institution la plus appropriée pour organiser la réforme des règles commerciales internationales, elle n'a jusqu'à présent pas tenu ses promesses en matière de développement et ne permet pas aux pays les plus pauvres d'entrer en compétition et de maîtriser les bénéfices commerciaux pour favoriser leur développement. C'est pourquoi une réforme s'avère urgente et cruciale. Dix-huit mois après la réunion ministérielle de l'OMC à Hong Kong fin 2005, les pays riches, menés par les pays du G8, n'ont toujours pas pris les mesures politiques courageuses qui seraient nécessaires pour parvenir à un accord à l'OMC. Les discussions sont quasi inexistantes et piétinent par manque de nouveaux engagements politiques.

Malgré son nom – le « cycle du développement », le développement a en fait de moins en moins de poids dans les négociations. Les mois passent, avec toujours plus de réunions de négociations excluant la plupart des pays en développement, et, pour ces derniers, l'occasion d'obtenir des règles commerciales pro-développement est de plus en plus hors de portée. Le scénario le plus inquiétant serait que l'UE et les Etats-Unis parviennent à un accord conciliant leurs propres intérêts, pour ensuite faire approuver leurs propositions par les membres de l'OMC, en alléguant l'urgence de l'échéance politique.

Si c'est le cas, il est probable que les pays en développement n'observeront que de minimes résultats dans les domaines qui les concernent, comme la réduction des pratiques de dumping, tout en étant poussés à accepter des « concessions » en augmentant l'accès des biens industriels, des services et des aliments préparés à leur marché. Cela signifierait que les jeunes industries et services des pays en développement devraient entrer en concurrence avec ceux des pays riches, ce qui les condamnerait dans de nombreux cas et entraverait donc le développement des pays pauvres plutôt que de le soutenir.

En même temps, on observe une pression croissante en faveur d'une plus grande ouverture des marchés agricoles dans les pays en développement. Ces pays ont besoin de flexibilités (connues sous le nom de « traitement spécial et différencié ») en matière agricole, afin de protéger leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance. Le principe des « produits spéciaux » et d'un « mécanisme de sauvegarde spécial » pour les pays en développement est fondamental pour le développement. Les pays en développement appartenant au G33, qui représentent 70 pour cent de la main-d'œuvre agricole mondiale, ont besoin de ces flexibilités pour sauvegarder leur sécurité alimentaire, leur développement rural et leurs moyens de subsistance. Ces flexibilités n'auraient pas un impact

énorme sur le commerce mondial, mais elles pourraient protéger les moyens de subsistance de millions de personnes³⁶.

En outre, les pays en développement subissent des pressions pour échanger la protection des intérêts de leurs agriculteurs contre des perspectives d'emploi dans les industries manufacturières et le secteur des services. En général, les Etats-Unis et l'UE devraient cesser de traiter les thèmes liés au développement comme des concessions plutôt que comme des composantes essentielles d'un accord favorable au développement.

Alors que les discussions multilatérales agonisent sous l'effet de l'intransigeance des nations les plus puissantes, les pays riches, menés par les Etats-Unis et l'UE, s'intéressent de plus en plus à l'ouverture des marchés via des accords de libre-échanges régionaux et bilatéraux et des accords d'investissement avec les pays en développement. Pour ces derniers, c'est une mauvaise nouvelle. Les accords commerciaux régionaux préconisés par les pays riches constituent une menace encore plus sérieuse que les propositions de l'UE et les Etats-Unis dans le cadre de l'OMC. Les accords commerciaux régionaux négociés entre pays riches et pays en développement ne fournissent aucun résultat pro-développement car ils requièrent une libéralisation plus rapide et plus profonde que l'OMC, ils comprennent des règles de propriété intellectuelle et d'investissement très sévères, ce qui n'est pas souvent favorable au bien public, et ils peuvent en outre amoindrir la valeur de l'accès préférentiel actuel aux marchés européen et américain. Les accords de partenariat économique (APE) en cours de négociation entre l'UE et des groupes de pays pauvres sont particulièrement effarants. La chancelière Angela Merkel, à la présidence de l'UE, devrait faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre un terme à ces accords de libre-échange néfastes.

Les pays riches devraient cesser de promouvoir ces accords de libre-échange bilatéraux et régionaux et consacrer toute leur énergie à obtenir des résultats pro-développement à l'OMC. Les dirigeants du G8 ont le pouvoir de ranimer ces discussions. L'Allemagne, avec la présidence de l'UE et du G8, doit jouer un rôle central. La chancelière Angela Merkel devrait consacrer tous ses efforts à assurer des négociations plus transparentes, participatives et démocratiques à l'OMC, comme une condition préalable à un aboutissement pro-développement du cycle de Doha. Les membres du G8 doivent faire de gros efforts pour faire en sorte que les accords sur l'industrie et les services ne causent pas de dommages irréversibles aux économies des pays en développement et ne viennent pas neutraliser les bénéfices que la réforme agricole pourrait apporter à ces économies. En bref, le G8 doit faire naître la justice commerciale que des millions de militants préconisent.

Le changement climatique

Comme à Gleneagles, le changement climatique sera un point important à l'ordre du jour du sommet du G8 de cette année. La résolution de ce défi mondial doit se faire dans l'urgence et dans l'équité. Le G8 doit gérer ce problème de façon volontariste, au nom des millions de pauvres qui encourent les risques les plus importants.

Dans le monde entier, le changement climatique est en train de devenir, très rapidement, une source importante de pauvreté et de souffrance et ses effets sont déjà visibles. Les experts en matière de santé estiment à 150.000 par an le nombre de décès supplémentaires dus au changement climatique³⁷. Cette année, les trois volets du 4^e rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ont confirmé ce qu'Oxfam et d'autres acteurs luttant contre la pauvreté ont pu constater de plus en plus fréquemment sur le terrain : les populations pauvres les moins responsables du changement climatique sont celles qui en sont affectées en premier lieu et le plus durement.

Cet état de fait est aujourd'hui reconnu par de plus en plus de dirigeants du monde entier, depuis des chefs de communauté de villages ruraux jusqu'au Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, en passant par les dirigeants d'entreprises clairvoyants des centres économiques. Non mitigé, le changement climatique met en péril les chances de dizaines de millions de pauvres du monde entier d'échapper à la pauvreté.

Au Bangladesh, les personnes vivant sur les rives instables de la rivière Jamuna connaissent depuis longtemps des inondations saisonnières et les changements environnementaux ne leur sont pas étrangers. Mais ils courent maintenant de nouveaux risques, non seulement à cause de la fonte croissante des glaces de l'Himalaya et de la montée du niveau des mers, mais aussi en raison de la plus grande variabilité des conditions météorologiques. « Avant, nous avions surtout les inondations de la mousson en juillet et en août, mais aujourd'hui les pluies continuent jusqu'en octobre », déclare Laila Begum, qui a dû déménager 25 fois dans sa vie. « C'est un problème car c'est le moment où nous devrions planter nos cultures »³⁸. En polluant de façon incontrôlée et par leur inaction, les pays riches ont imposé au monde entier un niveau de changement climatique qui menace de contrecarrer la réalisation des OMD.

Les données scientifiques disponibles suggèrent que, si des mesures ne sont pas prises, des changements climatiques dangereux auront lieu du vivant des générations actuelles. A moins de renverser la tendance et de maintenir le réchauffement climatique à moins de 2°C, les vies et moyens de subsistance de la moitié la plus pauvre de l'humanité deviendront intenable face à la rareté de l'eau, à l'insécurité alimentaire, aux maladies et aux conflits qui y seront liés.

Pour jouer pleinement son rôle de leadership, le G8 doit faire en sorte que le seuil de 2°C ne soit pas dépassé et que les pays les plus vulnérables ne paient pour les excès des pays riches.

Pour éviter les changements climatiques dommageables, il faudra mettre en place une série de mesures à tous les niveaux, que ce soit en repensant les schémas de production, de consommation, de commerce, d'utilisation de l'énergie et de transport qui soutiennent le développement actuel, en adoptant des mesures nationales pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et réussir le développement durable, ou en garantissant une coopération internationale. Mais, dans tous les cas, il sera primordial de faire en sorte que les solutions mises en œuvre soient justes et équitables à l'égard des populations pauvres.

L'Europe mène la barque en mettant le monde au défi de diminuer ses émissions plus rapidement et plus profondément. Mais l'équité requiert bien davantage que de simples réductions d'émissions. Laila et sa famille ont développé des stratégies de survie, aidés par une organisation locale soutenue par Oxfam. Ils enseignent des techniques de prévention des catastrophes et de préparation et ils fournissent des réserves d'urgence, des bateaux, des téléphones portables et des radios. Ce travail important doit être reproduit partout dans le monde car les communautés pauvres n'ont pas d'autre choix que celui de s'adapter aux changements climatiques inévitables auxquels ils sont confrontés.

Les coûts de l'adaptation au climat s'élèveront à des dizaines de milliards de dollars de plus que les montants actuellement promis. Le principe d'équité requiert que les pays riches – qui portent la principale responsabilité en matière de changement climatique et sont le plus à même de fournir de l'aide – honorent leurs obligations. Les pollueurs doivent payer leur dû et l'argent économisé grâce à l'annulation de la dette ne devrait pas être considéré comme de l'aide car il est de nature différente. Aucune excuse ne peut être acceptée pour simplement ré-étiqueter ou rediriger l'aide existante. Le G8 devrait promouvoir une évaluation approfondie des coûts liés à l'adaptation climatique, laquelle devrait être rendue disponible lors de leur prochain sommet au Japon en 2008, et devrait être assortie d'une analyse détaillée de la façon dont les nouveaux schémas financiers, tels que la taxe sur le carbone, pourraient être appliqués pour récolter les milliards nécessaires.

La tâche que doivent assumer les dirigeants du G8 à Heiligendamm est claire. Ils doivent fixer un objectif global permettant de maintenir le réchauffement climatique à moins de 2°C, ainsi que s'engager à prendre rapidement des mesures pour réduire les émissions de leurs économies d'ici 2015. Ils doivent s'assurer que les activités de l'ONU liées au climat soient assorties d'un mandat clair lui permettant de négocier un cadre d'action global à partir de décembre 2007 – un

cadre d'action qui doit assurer la continuité et de nouvelles réductions d'émissions après 2012. Ils doivent assumer leur responsabilité et leur capacité en s'engageant à fournir leur part équitable de financement pour aider les pays les plus pauvres à s'adapter - sans aller piocher dans l'aide déjà engagée.

Conclusion

Les promesses non tenues du G8 brisent les rêves de millions de personnes pauvres. Cela est inacceptable. Les pays du G8 ont prouvé qu'ils étaient capables d'agir et que, lorsqu'ils agissent, des vies humaines peuvent être sauvées. Le fait qu'ils ne fassent pas tout ce qui est en leur pouvoir pour lutter contre la pauvreté ne souffre aucune excuse.

Le gouvernement allemand doit relever le défi qui l'attend en 2007 et en exiger des pays du G8 qu'ils s'expliquent sur leur extrême lenteur et leurs cuisants échecs. Le sommet de 2007 en Allemagne devra s'imprimer dans les mémoires comme l'année où le G8 a commencé réellement à prendre ses engagements au sérieux. Angela Merkel doit amener le G8 à prendre des mesures claires pour se remettre sur le bon chemin et prendre les actions vigoureuses et décisives qui font si cruellement défaut. Le G8 doit honorer les promesses qu'il a faites au monde.

Notes

¹ Chiffres extraits du site de l'UNICEF, <http://www.unicef.org/infobycountry/index.html>. Le nombre total d'enfants de moins de 5 ans en Allemagne, en France, au Canada, au Japon, en Italie et en Grande-Bretagne s'élève en 20,9 millions.

² En 2005, les pays à bas revenu ont déboursé 42,9 milliards de dollars en remboursement de dettes, ce qui correspond à 120 millions de dollars par jour, soit 5 millions de dollars par heure.

³ Le Bénin, la Bolivie, le Burkina Faso, le Cameroun, l'Éthiopie, le Ghana, la Guyane, le Honduras, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Nicaragua, le Niger, le Rwanda, l'archipel de São Tomé-et-Príncipe, le Sénégal, la Sierra Leone, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie (tous ces pays ayant atteint le "point de décision" de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés, PPTÉ). Plus le Cambodge et le Tadjikistan.

⁴ Le Cambodge et le Tadjikistan n'ont bénéficié que de l'annulation de leur dette envers le FMI, pas de celle envers la Banque mondiale. Cela est dû à la façon dont la portion FMI de l'accord d'annulation de la dette a été calculée, car elle comprenait ces deux pays.

⁵ S. Bokkerink (2007) 'Dubious Deals', Oxford: Oxfam, non publié.

⁶ Voir annexe 1 pour le calcul de ce chiffre et le détail des prédictions en matière d'aide.

⁷ Voir annexe 2 pour les sources et les détails de ces estimations de coûts.

⁸ Voir <http://www.theglobalfund.org/en/files/about/replenishment/oslo/Progress%20Report.pdf>, consulté en avril 2007.

⁹ Oxfam International (2007) 'Paying for People: financing the skilled workers needed to deliver health and education services for all', Oxford: Oxfam Publishing.

¹⁰ Voir par exemple la Banque mondiale, avril 2007, http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/383606-1170086079630/ScalingUp_Newsletter_01.pdf, ou le rapport de la Commission pour l'Afrique en 2005.

¹¹ Voir http://nationalpriorities.org/index.php?option=com_wrapper&Itemid=182, consulté en avril 2007. Les dépenses militaires mondiales se sont élevées à 1 trillion de dollars en 2005 et les dépenses liées à la guerre en Irak atteignent à ce jour 416 milliards de dollars.

¹² La population de l'OCDE était de 1,17 milliards lors de la dernière estimation, qui date de 2005. Quant à l'AOD, elle fut de 103 milliards de dollars en 2006. Le montant de l'aide per capita s'est donc élevé à 88\$, ou 1,7\$ par semaine.

¹³ En Grande-Bretagne, le budget alloué à la défense représente environ 9 pour cent des dépenses de l'État. En moyenne, les participants à l'enquête estimaient que le gouvernement anglais dépense 18,5 pour cent en aide extérieure.

¹⁴ En 2002, lors la conférence des Nations Unies sur le financement du développement à Monterrey, les donateurs ont reconnu qu'il est important de « faire en sorte que les ressources à fournir pour l'allégement de la dette ne fassent pas diminuer les ressources en matière d'aide aux pays en développement ».

¹⁵ Ce chiffre présuppose que tous les autres pays de l'OCDE (hors G8) honorent leurs promesses. S'ils ne les honorent pas, ce qui semble probable dans de nombreux cas, une proportion encore plus élevée des 50 milliards de dollars ne sera pas disponible.

¹⁶ Les chiffres sont arrondis et leur addition peut ne pas correspondre au montant total. Voir annexe 1 pour les détails. Ces chiffres ne comprennent pas l'allégement de la dette et sont en dollars américains constants de 2004. Les insuffisances estimées par Ofam sont basées sur le principe selon lequel les montants de l'aide promis par le G8 pour 2010 ne devraient pas intégrer les chiffres liés à l'allégement de la dette, pour les raisons exposées dans ce document.

¹⁷ Le Canada est le seul pays à être sur la bonne voie pour honorer sa promesse. Cependant, cela s'explique en grande partie par le fait que ses promesses d'augmentation sont très faibles par rapport à celles des autres pays du G8, et tout spécialement par rapport à celles des membres européens du G8. Le Canada a juste entrepris d'atteindre le pourcentage moyen de RNB de l'OCDE en 2010, alors que la France, l'Italie, l'Allemagne et la Grande-Bretagne se sont engagées à 0,51 pour cent du RNB. Ces promesses chiffrées proviennent des estimations du CAD de l'OCDE.

¹⁸ On estime que l'aide nécessaire pour scolariser les 80 millions d'enfants restants devrait s'élever à 10 milliards de dollars par an. Cela revient à dire qu'un apport supplémentaire de 7,8 milliards de dollars par an permettrait de scolariser environ 62 millions d'enfants.

¹⁹ Si l'Allemagne veut honorer sa promesse pour 2010, l'aide allemande, qui a augmenté en moyenne de 6,4 pour cent depuis 2004, devra s'accroître de 20 pour cent par an.

²⁰ En avril 2005, l'ensemble de l'Europe des 15 a promis d'augmenter l'aide de façon à ce qu'elle atteigne au minimum 0,51 pour cent du RNB d'ici 2015. Cet engagement de l'UE représente 40 des 50 milliards de dollars promis par le G8.

²¹ FMI (2005) *Update on the Assessments and Implementation of Action Plans to Strengthen Capacity of HIPC's to Track Poverty-Reducing Public Spending*, <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2005/041205a.htm>

²² Oxfam International (2007) 'Paying for People: financing the skilled workers needed to deliver health and education services for all', Oxford: Oxfam Publishing.

²³ K. Hinchcliffe (2004) *Notes on the impact of the HIPC initiative on Public Expenditures in Education and Health in African Countries*, Banque mondiale – Secteur développement humain, document de travail.

²⁴ TWN Africa et Oxfam International (2007) 'A Matter of Political Will How the European Union can maintain market access for African, Caribbean and Pacific countries in the absence of Economic Partnership Agreements'

²⁵ FMI (2005) *Update on the Assessments and Implementation of Action Plans to Strengthen Capacity of HIPC's to Track Poverty-Reducing Public Spending*, <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2005/041205a.htm>.

²⁶ Voir le site de la Banque mondiale, http://www.worldbank.org/wbi/governance/pdf/icac_hk_survey_results_5_06.pdf.

²⁷ Chiffres de la Campagne mondiale pour l'éducation, Bulletin scolaire 2007.

²⁸ Chiffres 2006 de la Commission Macroéconomie et Santé.

²⁹ Chiffres 2006 de ONUSIDA.

³⁰ Chiffres de Water Aid.

³¹ Oxfam International (2004) *In the Public Interest*, Oxford: Oxfam Publishing.

³² Voir Banque mondiale, IDA, *Aid Architecture: An Overview of the main trends in Official Development Assistance Flows*, février 2007.

³³ Jusqu'à présent, l'Allemagne a fourni 6,65 millions de dollars au CERF, ce qui équivaut à 16 pour cent de sa part. Pour contribuer équitablement en fonction de sa part cette année, elle devrait faire passer ce chiffre à 40 millions de dollars.

³⁴ Au total, 153 pays ont voté oui.

³⁵ Par ordre décroissant : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Russie, l'Allemagne et l'Italie.

³⁶ Il ne faut pas surestimer l'impact commercial de ces flexibilités. Au niveau international, les produits agricoles représentent moins de sept pour cent du commerce mondial et les pays du G33 ne représentent que 12,4 pour cent des importations agricoles mondiales.

³⁷ R. S. Kovats et A. Haines (2005) 'Global climate change and health: recent findings and future steps', *Canadian Medical Association Journal* 172 (4).

³⁸ Entretien effectué par Oxfam au Bangladesh en 2007.

Annexe 1 : Détail des prévisions 2004-2010 (millions de \$)

	AOD 2004 Sans l'allègement de la dette en \$ 2004	AOD 2005 Sans l'allègement de la dette en \$ 2004	AOD 2006 Sans l'allègement de la dette en \$ 2004	Cumul % différence 2004-2006	AOD 2010 Prédictions selon cette tendance en \$ 2004	AOD 2010 Prédictions OCDE selon les promesses** en \$ 2004	Ecart entre tendance et promesses* en \$ 2004
Canada	2525	2997	2892	14,6%	3796	3648	148
France	6665	6724	6628	-0,6%	6555	14155	-7600
Allemagne	6967	6596	7448	6,9%	8512	15553	-7041
Italie	2344	3332	1954	-16,6%	1358	9507	-8149
Japon	8639	9876	8937	3,5%	9565	11992	-2427
G-B	7018	7157	8673	23,6%	13244	14851	-1607
U.S.A.	19249	22918	20015	4,0%	21641	24000	-2359
Totaux	53407	59599	56547	5,9%	63395	93706	-30311***

Source : Oxfam GB 2007

L'aide en 2006 : niveau atteint réellement et niveau qu'elle aurait dû atteindre (millions de \$)

	AOD réelle 2006 sans l'allègement de la dette en \$ 2004	AOD 2006 Sans l'allègement de la dette, en supposant une augmentation constante en % jusqu'en 2010	Ecart
Canada	2892	2853	-39
France	6628	8571	1943
Allemagne	7448	9102	1654
Italie	1954	3739	1785
Japon	8937	9615	678

G-B	8673	9009	336
U.S.A.	20015	20700	684
Totaux	56548	64388	7840

Source : Oxfam GB 2007

Annexe 2 : Calcul du chiffre de cinq millions de vies humaines

Nous nous sommes centrés sur les calculs réalisés à ce jour en matière d'accroissement des services de santé aux mères, nouveau-nés et enfants et en matière d'amélioration de l'accès universel au traitement, à la prévention et aux soins contre le VIH-SIDA. Cela correspond aux OMD en matière de santé et à l'engagement de 2005 de fournir un accès universel au traitement, à la prévention et aux soins en matière de VIH et de sida d'ici 2010.

Le coût lié à l'accroissement des services de santé aux mères, nouveau-nés et enfants est extrait de deux documents publiés récemment par l'OMS****. Ces documents couvrent 75 pays qui, ensemble, représentent 94 pour cent des décès d'enfants avant l'âge de cinq ans, c'est-à-dire 9,9 millions des 10,5 millions d'enfants qui meurent chaque année avant d'atteindre leur cinquième anniversaire.

Les documents présentent une série d'interventions qui pourraient permettre de réduire ce chiffre. Le financement des services aux mères et nouveau-nés pourrait le réduire de 40 pour cent, et le financement des services aux enfants le réduirait de 50 pour cent supplémentaires – au total, une réduction de 90 pour cent d'ici 2015.

Par conséquent, le nombre de décès d'enfants diminuerait de 8,9 millions par an d'ici 2015. En supposant une réduction linéaire du nombre de morts, cela équivaldrait à une diminution de nombre de décès d'enfants de 4,45 millions en 2010. Cette réduction linéaire est bien entendu peu probable, mais il est certain que la réduction serait plus importante durant les premières années car les investissements seraient centrés sur les personnes les plus aisément accessibles.

En termes de coûts, les documents de l'OMS estiment que ces avancées coûteraient 5,2 milliards de dollars en 2010 pour les services aux mères et aux nouveau-nés et 5,6 milliards de dollars pour les services aux enfants. Tous ces coûts sont en dollars américains 2004. Cela donne un total de 10,8 milliards de dollars en 2010.

Bien entendu, les investissements réalisés en matière de santé maternelle sauveront également la vie de nombre des 540.000 femmes qui décèdent chaque année durant leur grossesse ou lors de

l'accouchement. Toutefois, vu que le document de l'OMS ne fournit pas d'estimation chiffrée de cette réduction et afin d'effectuer une évaluation conservatrice, nous ne l'avons pas prise en compte dans nos calculs.

Ainsi, 10,8 milliards de dollars supplémentaires en 2010 permettraient de sauver au minimum 4,45 millions d'enfants.

En outre, nous avons examiné les coûts liés à l'amélioration de l'accès à la prévention, au traitement et aux soins en matière de VIH et de sida. ONUSIDA a fourni une estimation des coûts relatifs à la prévention, au traitement et aux soins, en se centrant sur les orphelins et les enfants en situation vulnérable. L'organisme estime ces coûts à 22,1 milliards de dollars en 2008. Un peu moins de la moitié de ce chiffre, soit 10,46 milliards de dollars, seraient destinés à l'Afrique sub-saharienne****, ce qui représente un accroissement moyen de 25 pour cent entre 2006 et 2008. ONUSIDA ne fournissant pas d'évaluation des coûts au-delà de 2008, Oxfam a projeté une augmentation similaire de 25 pour cent pour 2009 et 2010, ce qui donne un total de 16,34 milliards de dollars. Une estimation détaillée du nombre de vies humaines que cet investissement pourrait sauver est proposée dans un article approfondi publié début 2005*****. Selon cet article, le nombre de vies sauvées s'élèverait approximativement à 500.000. Bien sûr, cela ne serait pas le seul impact positif. Le nombre de nouvelles infections devrait également diminuer de 1,7 millions en 2010, ce qui signifie que ces investissements permettraient de renverser la tendance en matière de VIH et de sida d'ici 2015, et donc d'atteindre le but fixé par l'OMD.

En conclusion, 16,34 milliards de dollars en 2010 devraient permettre de sauver environ 500.000 vies humaines. Si l'on combine les deux chiffres, on voit qu'un investissement cumulé de 27,1 milliards de dollars en 2010 permettrait de sauver 4,95 millions de vies humaines.

Quelle différence pourrait-on obtenir?

	Coût	Nombre de vies humaines sauvées
VIH et sida : stopper la propagation de l'épidémie et permettre un accès universel au traitement, à la prévention et aux soins en Afrique	16,3 milliards \$	500.000
Services de santé aux mères et nouveau-nés	5,2 milliards \$	2 millions
Services de santé aux enfants	5,6 milliards \$	2,5 millions
Total	27,1 milliards \$	5 millions

* Les différents membres du G8 ont promis des choses différentes en 2005. Le gouvernement canadien n'a promis d'augmenter son aide que pour atteindre 0,33 pour cent de son RNB d'ici 2010. C'est pour cette raison que le tableau examine s'ils sont sur la bonne voie plutôt que leur générosité. De la même façon, les promesses faites par les Etats-Unis et le Japon sont bien moindres que celles des pays européens du G7. Les chiffres sont en dollars constants de 2004 et ne comprennent pas l'allègement de la dette. Les insuffisances estimées par Ofam sont basées sur le principe selon lequel les montants de l'aide promis par le G8 pour 2010 ne devraient pas intégrer les chiffres liés à l'allègement de la dette, pour les raisons exposées dans ce document.

** Ces prévisions sont extraites du document OCDE *Final ODA for 2005* : <http://www.oecd.org/dataoecd/52/18/37790990.pdf>.

*** Si l'on additionne les promesses faites à Gleneagles, l'aide devrait augmenter pour atteindre environ 130 milliards de dollars en 2010. Ce chiffre englobe les promesses de tous les membres du CAD (Comité d'aide au développement), pas seulement ceux du G8. Donc, la promesse d'augmentation de l'aide de 50 milliards de dollars d'ici 2010 était basée sur tous les membres du CAD – une aide qui passerait de 79 milliards de dollars en 2004 à 130 milliards de dollars en 2010. Les chiffres exposés dans ce document se concentrent sur les promesses des pays du G7 (la Russie n'étant pas incluse vu le montant négligeable de son aide extérieure). On suppose que les autres membres du CAD honoreront leurs promesses. Si beaucoup d'entre eux ne tiennent pas leurs promesses, ce qui est probable, l'écart entre l'objectif de 50 milliards de dollars et la réalité pourrait être encore plus grand.

**** K. Stenberg et al., 'A financial road map to scaling up essential child health interventions in 75 countries' et B. Johns et al, 'Estimated global resources needed to attain universal coverage of maternal and newborn health services', publiés dans le Bulletin de l'OMS, avril 2007.

***** ONUSIDA (2005) 'Resource Needs for an Expanded Response to AIDS in low and middle-income countries' et ONUSIDA (2004) 'New UNAIDS Report Unveils Latest Global Economic Trends'.

***** Salomon, JA, et al. (2006) '*Integrating HIV Prevention and Treatment: From Slogans to Impact*' PLoS Medicine Vol 2, No. 1.

© Oxfam International Mai 2007

Ce document a été rédigé par Max Lawson, avec la contribution et l'assistance de Alison Woodhead, Jamie Balfour-Paul, Claire Godfrey, Antonio Hill, Tanja Schuemer-Cross, Simon Gray, Rohit Malpani, Sasja Bokkerink, Mohga Kamal-Yanni, Sebastien Fourmy, Elaine Kneller, Romilly Greenhill, Lucia Fry et Caroline Pearce. Il fait partie d'une série de documents visant à contribuer au débat public sur les questions de développement et de politique humanitaire.

Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : publish@oxfam.org.uk.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org.

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice : Oxfam Amérique, Oxfam Allemagne, Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam France – Agir ici, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Novib Oxfam Pays-Bas, Oxfam Nouvelle Zélande et Oxfam Québec. N'hésitez pas à appeler ou écrire aux agences listées ci-dessous pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur :

www.oxfam.org/fr

<p>Oxfam Allemagne Greifswalder Str. 33a, 10405 Berlin, Allemagne Tél: +49 30 428 50621 E-mail: info@oxfam.de www.oxfam.de</p>	<p>Oxfam Hong Kong 17/fl., China United Centre, 28 Marble Road, North Point, Hong Kong Tél: +852 2520 2525 E-mail: info@oxfam.org.hk www.oxfam.org.hk</p>
<p>Oxfam Amérique (Etats-Unis) 226 Causeway Street, 5th Floor Boston, MA 02114-2206, Etats-Unis Tél: +1 800-77-OXFAM +1 617 482 1211 E-mail: info@oxfamamerica.org www.oxfamamerica.org</p>	<p>Intermón Oxfam (Espagne) Roger de Llúria 15, 08010, Barcelone, Espagne Tél: +34 902 330 331 E-mail: info@intermonoxfam.org www.intermonoxfam.org</p>
<p>Oxfam Australie 156 George St., Fitzroy, Victoria 3065, Australie Tél: +61 3 9289 9444 E-mail: enquire@oxfam.org.au www.oxfam.org.au</p>	<p>Oxfam Irlande Bureau de Dublin, 9 Burgh Quay, Dublin 2, Irlande Tél: +353 1 672 7662 Bureau de Belfast, 115 North St, Belfast BT1 1ND, Royaume-Uni Tél: +44 28 9023 0220 E-mail: communications@oxfamireland.org www.oxfamireland.org</p>
<p>Oxfam Solidarité Rue des Quatre Vents 60, 1080 Bruxelles, Belgique Tél: +32 2 501 6700 E-mail: oxfamsol@oxfamsol.be www.oxfamsol.be</p>	<p>Oxfam Nouvelle Zélande PO Box 68357, Auckland 1145, Nouvelle Zélande Tél: +64 9 355 6500 (Toll-free 0800 400 666) E-mail: oxfam@oxfam.org.nz www.oxfam.org.nz</p>
<p>Oxfam Canada 250 City Centre Ave, Suite 400, Ottawa, Ontario, K1R 6K7, Canada Tél: +1 613 237 5236 E-mail: info@oxfam.ca www.oxfam.ca</p>	<p>Oxfam Novib (Pays Bas) Mauritskade 9, Postbus 30919, 2500 GX, La Haye, Pays Bas Tél: +31 70 342 1621 E-mail: info@oxfamnovib.nl www.oxfamnovib.nl</p>
<p>Oxfam France - Agir ici 104 rue Oberkampf, 75011 Paris, France Tél: + 33 1 56 98 24 40 E-mail: info@oxfamfrance.org www.oxfamfrance.org</p>	<p>Oxfam Québec 2330 rue Notre Dame Ouest, bureau 200, Montréal, Québec, H3J 2Y2, Canada Tél: +1 514 937 1614 E-mail: info@oxfam.qc.ca www.oxfam.qc.ca</p>
<p>Oxfam Grande-Bretagne Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni Tél: +44 1865 473727 E-mail: enquiries@oxfam.org.uk www.oxfam.org.uk</p>	

Secrétariat d'Oxfam International : Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford, OX2 7DL, UK
Tél. : +44(0)1865.339100. E-mail : information@oxfaminternational.org. Web site: www.oxfam.org

Bureaux de plaidoyer d'Oxfam International :

Washington: 1100 15th Street NW, Ste. 600, Washington, DC 20005, USA
Tél. : +1.202.496.1170. E-mail : advocacy@oxfaminternational.org
Bruxelles: 22 rue de Commerce, 1000 Brussels, Belgium
Tél. : +322.502.0391. E-mail : advocacy@oxfaminternational.org
Genève: 15 rue des Savoises, 1205 Geneva, Switzerland
Tél. : +41.22.321.2371. E-mail : advocacy@oxfaminternational.org
New York: 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, USA
Tél. : +1.212.687.2091. E-mail : advocacy@oxfaminternational.org

Organisations liées à Oxfam :

Les organisations suivantes sont liées à Oxfam International :

Oxfam Japan Maruko bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japan
Tél. : + 81.3.3834.1556. E-mail : info@oxfam.jp Web site: www.oxfam.jp
Oxfam India B55, First Floor, Shivalik, New Delhi, 1100-17, India
Tél. : + 91.11.26693 763. E-mail : info@oxfamint.org.in Web site: www.oxfamint.org.in

Membres observateurs d'Oxfam :

Les organisations suivantes ont actuellement un statut de membres observateurs auprès d'Oxfam International et travaillent à l'obtention d'une possible affiliation complète :
Agir ici (France) 104 Rue Oberkampf, 75011 Paris, France
Tél. : + 33.1.56.98.24.40. E-mail : agirici@agirici.org Web site: www.agirici.org

Fundación Rostros y Voces (México) Alabama No. 105 (esquina con Missouri), Col. Nápoles, C.P.
03810 México, D.F. , Tél./Fax : + 52.55.687.3002. E-mail : correos@rostrosyvoces.org Web site:
www.rostrosyvoces.org

Published by Oxfam International May 2007

Published by Oxfam GB for Oxfam International under ISBN 978-1-84814-693-8